

## Les relations entre la Résistance intérieure et la France libre

« Un mur d'incompréhension n'a cessé de nous séparer<sup>(1)</sup> » écrit dans ses mémoires Henri Frenay, le fondateur de Combat, en évoquant les relations des chefs de mouvements avec la France libre du général de Gaulle. Si les liens entre la Résistance intérieure et la France libre ont pu être compliqués et parfois très tendus, un rapprochement entre les « deux » Résistances apparaissait assez inévitable. Et ce n'est pas le moindre mérite des résistants « de l'intérieur » que d'avoir su surmonter leurs divisions et oppositions pour se placer sous l'autorité du général de Gaulle et faire en sorte que la Résistance soit unie à la Libération, permettant ainsi à la France de figurer dans le camp des vainqueurs et évitant une situation de guerre civile comme en Grèce ou en Yougoslavie<sup>(2)</sup>.

### Des premières prises de contact à l'unification : les relations entre la Résistance intérieure et la France libre

Par Fabrice Grenard

Au cours des premiers mois qui suivent la défaite et l'Occupation, deux formes différentes de Résistance s'organisent et se développent de façon parallèle. La « Résistance extérieure » tout d'abord, qui agit depuis Londres avec à sa tête le général de Gaulle, reconnu dès le 28 juin 1940 par Winston Churchill comme le « chef des Français qui continuent la guerre ». Elle possède à partir de juillet 1940 des institutions avec la création d'un « Conseil de défense de l'Empire de la France libre » ainsi que des troupes appelées Forces françaises libres (FFL). La « Résistance intérieure » ensuite, constituée au départ de différents « noyaux » de personnes qui n'acceptent pas en France métropolitaine les conditions de l'armistice et de l'occupation du territoire, se structure progressivement autour de deux types d'organisation, les réseaux, qui mènent des actions de renseignement et d'évasion, et les mouvements, qui mènent une activité plus spécifiquement politique.

#### « Résistance extérieure » et « résistance intérieure »

La « Résistance extérieure » et la « Résistance intérieure », tout en poursuivant un objectif commun qui consiste à s'opposer à l'Allemagne nazie et à œuvrer pour la libération de la France, s'inscrivent dans deux logiques différentes. La première consiste à quitter le territoire national pour continuer le combat aux côtés des Britanniques et préparer la reconquête depuis les possessions coloniales qui se rallient à de Gaulle à partir de l'été 1940. Pour la seconde, il s'agit de lutter clandestinement sur le sol de France, en privilégiant dans un premier temps des actions de contre-propagande, des activités de renseignement, la participation à des filières d'évasion de prisonniers de guerre ou de soldats alliés, dès lors que les conditions de la reprise d'une lutte armée en métropole ne sont pas réunies. Les profils des premiers Français libres et des pionniers de la Résistance en métropole sont assez différents. Rejoindre Londres nécessite une rupture totale avec sa famille, sa situation professionnelle, ce qui explique le côté quelque peu « aventurier » de ceux qui rallient de Gaulle. En métropole en revanche, les premiers résistants développent leurs activités clandestines tout en continuant à vivre normalement, utilisant même parfois leur lieu de travail ou leurs relations professionnelles et amicales pour développer leurs actions.

Ces deux Résistances ne peuvent s'ignorer. En France, les premiers résistants ont très tôt connaissance de l'existence de la France libre grâce aux émissions de la BBC, aux tracts diffusés par voie aérienne par les Alliés dès l'été 1940, à l'évocation

### SOMMAIRE

- Des premières prises de contact à l'unification : les relations entre la Résistance intérieure et la France libre ..... p. I à V  
Par Fabrice Grenard
- Une mission pour unifier la Résistance en zone Nord : « Arquebuse-Brumaire » (27 janvier-15 avril 1943) ..... p. VI  
Par Fabrice Grenard
- Les liaisons aériennes : un trait d'union entre la Résistance intérieure et la France libre ..... p. VII  
Par Frantz Malassis
- Un acteur au cœur des relations entre Londres et la Résistance métropolitaine : Daniel Cordier ..... p. VIII  
Par Fabrice Grenard



Affiche de propagande de la France libre, « Un seul combat pour une seule patrie » réalisée par Knopf et imprimée en Grande-Bretagne par The Star Process Engraving Co Ltd à Manchester (75x50cm).

© Musée de l'Ordre de la Libération.

de De Gaulle, le général « félon », dans les journaux officiels contrôlés par Vichy, qui mentionnent par exemple en août 1940 sa condamnation à mort par contumace par le tribunal militaire de Clermont-Ferrand. Du côté de Londres, des éléments de correspondance provenant de la métropole, destinés notamment à nourrir l'émission de la BBC « Les Français parlent aux Français », l'interrogatoire des personnes ayant rejoint l'Angleterre pour s'engager dans les Français libres ainsi que des rapports fournis par différentes filières permettent de connaître le développement des premières formes de résistance sur le sol métropolitain. Les informations restent toutefois très incomplètes, ne permettant pas d'établir un tableau précis et exhaustif de la situation, ce qui explique une certaine méconnaissance chez le général de Gaulle de la réalité de la Résistance qui se développe en France en 1940-1941. À cela s'ajoutent d'importants malentendus entre l'auteur de l'appel du 18 juin, qui se considère comme l'inspirateur et le chef naturel de la Résistance, alors qu'en métropole des organisations ont pu naître et se développer au début de l'Occupation de façon autonome et n'apparaissent pas forcément prêtes à accepter la tutelle de Londres.

## Deux Résistances qui ont besoin l'une de l'autre

Très vite, même si elles se connaissent mal et ne possèdent pas de liaisons régulières entre elles, les deux Résistances, celle de la France libre à Londres et celle des premiers noyaux de résistants en métropole, comprennent qu'elles ont des intérêts communs et qu'elles ont donc besoin l'une de l'autre.



Dessins préparatoires à la création de la Croix de la Libération.

© Musée de l'ordre de la Libération

S'il est reconnu par Churchill, de Gaulle n'en reste pas moins isolé, avec une légitimité qu'il ne doit qu'à l'appel du 18 juin 1940. Il est donc nécessaire pour lui de développer des soutiens en métropole, afin de renforcer sa position de « chef de la Résistance française ». Avant même que des liens effectifs ne s'établissent avec les responsables de la Résistance intérieure, de Gaulle se positionne comme le chef de tous les résistants. Créée en novembre 1940, l'Ordre de la Libération concerne à la fois les Français libres et résistants de l'intérieur même si dans les faits sont majoritairement récompensés ceux qui ont rejoint Londres. En 1941, de Gaulle adresse par le biais de la BBC « ses » consignes aux résistants qui luttent sur le sol français, appelant par exemple à organiser des manifestations patriotiques à l'occasion du 1<sup>er</sup> mai ou critiquant en octobre 1941 la stratégie quelque peu prématurée à ses yeux des attentats opérés par les communistes en raison du risque de représailles qu'ils font peser sur la population civile.

La France libre peut craindre également de se faire devancer sur le terrain par les services secrets britanniques, ceux de l'*Intelligence Service (IS)* ou du *Special Operations Executive (SOE)*, qui créent leurs propres réseaux et envoient des agents en France établissant des contacts avec les résistants rencontrés à l'occasion de leurs missions. Certaines organisations spécialisées dans le renseignement nées en métropole au début de l'Occupation, comme le réseau Alliance de Marie-Madeleine Fourcade, sont également amenées à travailler pour les services secrets britanniques plutôt que pour les services gaullistes. Pour ne pas laisser le champ libre aux Britanniques, la France libre se dote de ses propres services secrets, avec l'idée d'envoyer des agents de l'autre côté de la Manche pour des missions de renseignement, en zone occupée ou en zone dite « libre ». À partir de juillet 1940, le colonel Passy (André Dewavrin), l'un des rares officiers à avoir répondu à l'appel de De Gaulle à cette époque, prend la tête d'un Deuxième bureau qui deviendra en 1942 le Bureau central de renseignements et d'action (BCRA). Les services secrets gaullistes, tout en cherchant à développer leur autonomie par rapport aux Britanniques, n'en resteront pas moins toujours dépendants sur le plan logistique dès lors que les Anglais contrôlent à la fois les transmissions radio et les liaisons aériennes.

Du côté des organisations pionnières de la Résistance en France, trouver un moyen d'établir un contact avec Londres devient également une préoccupation fondamentale. Manquant de moyens matériels et financiers, les premiers noyaux de résistants ont besoin d'une aide extérieure pour pouvoir croître et augmenter leur audience au sein de la société française. La France libre semble alors la plus à même de leur apporter cette aide. Établir des liens avec Londres est également une façon de gagner en crédibilité, d'élargir les perspectives et donc de favoriser les recrutements alors que le contexte en métropole apparaît très compliqué du fait de l'occupation du territoire et de la politique de collaboration prônée par le pouvoir en place. Certaines organisations pionnières au cours de l'automne 1940, comme le groupe du musée de l'Homme, prétendent même dans leurs tracts ou journaux, pour renforcer leur légitimité, s'être coordonnées avec la France libre alors



Collection particulière.

**En juin 1942, Rémy, menacé par les Allemands, décide de mettre en sécurité sa famille.** Il embarque à Ouessant, avec les siens, à bord du Dinan, chalutier de Concarneau armé par les Britanniques, avec un équipage franco-anglais pour les liaisons maritimes avec la France. Le colonel Rémy se tient debout.

que dans les faits, aucun contact précis n'avait encore véritablement été établi. Car si les deux Résistances connaissent chacune leur existence et cherchent à nouer des liens, les rencontres sur le terrain s'avèrent difficiles du fait de la clandestinité et de l'absence de liaisons entre Londres et la métropole. C'est pour tenter de surmonter ces obstacles que sont envoyées en France les premières missions de la France libre, dès 1940.

## Les premières missions de la France libre

Dès la seconde partie de l'année 1940, le colonel Passy confie à quelques missionnaires le soin de nouer les premiers contacts avec des hommes ou des groupes qui seraient favorables en France métropolitaine à la résistance contre les Allemands. En établissant des contacts avec les premiers noyaux de résistants ou en développant leurs réseaux grâce à leurs relations familiales, amicales ou professionnelles, ces agents de la France libre contribuent directement au développement de la Résistance intérieure. Grâce aux premiers postes de radio émettant depuis le sol français, les agents missionnés par Passy favorisent également les liaisons entre Londres et la métropole tandis que les renseignements collectés permettent aux services secrets gaullistes d'avoir des informations sur la situation en France.

Le premier agent, Jacques Mansion, débarque clandestinement en Bretagne en juillet 1940. Suivent ensuite en août 1940 trois nouveaux agents qui s'introduisent en France. Ils ont été surnommés les « trois mousquetaires » de la France libre pour avoir agi en franc-tireur, ne respectant pas toujours les précautions de sécurité nécessaires et dépassant le cadre initial de la mission de renseignement qui leur avait été confiée pour créer de véritables organisations à partir des petits groupes de résistants avec lesquels ils avaient pu établir des contacts.

Gilbert Renault, qui deviendra célèbre sous le pseudonyme de Rémy, gagne la France en passant par l'Espagne à la fin août 1940. Sa mission consiste à se rendre en Bretagne pour y installer un poste radio et créer un réseau de renseignement couvrant la côte atlantique. En novembre 1940, sa rencontre en Dordogne avec Louis de La Bardonnie, propriétaire



© Musée de l'Ordre de la Libération.

**Maurice Duclos.**



© Musée de l'Ordre de la Libération.

**Pierre Fourcaud.**

viticultrice qui a constitué autour de lui un petit groupe de résistants, lui permet de jeter les bases d'une organisation qui deviendra l'un des plus importants réseaux de la France libre, Confrérie Notre-Dame (CND). Le second agent, Maurice Duclos (*Saint-Jacques*), quitte Portsmouth le 3 août 1940 et débarque sur les rives du Calvados, près de Saint-Aubin-sur-Mer. Pendant plusieurs mois, avant de rentrer à Londres à la fin décembre 1940, Duclos sillonne toute la France. Ses relations amicales, familiales et professionnelles<sup>(3)</sup> lui permettent de mettre sur pied le réseau Saint-Jacques, spécialisé dans le renseignement militaire. Le troisième « mousquetaire », Pierre Fourcaud, arrive en France à la fin août 1940 après un périple à travers le Portugal et l'Espagne. Il parcourt la zone Sud, recrute des agents à Perpignan, Pau et Marseille, séjourne à Vichy, où il noue des contacts avec certains militaires de l'armée d'armistice favorables à la préparation d'une guerre de revanche.

Après ces actions pionnières de la France libre en direction de la Résistance métropolitaine, d'autres missions se succèdent à la fin de l'année 1940. La plus

connue est celle du lieutenant Honoré d'Estienne d'Orves, qui débarque sur les côtes bretonnes le 22 décembre 1940 afin de développer le réseau de renseignement Nemrod. Trahi par son radio, il est arrêté le 21 janvier 1941, un mois seulement après son arrivée en France. Fusillé au Mont-Valérien le 29 août 1941, d'Estienne d'Orves et les deux agents qui avaient permis à ses côtés de créer le réseau Nemrod, Jan Doornik et Maurice Barlier sont les premiers martyrs de la France libre morts sur le sol français. Le démantèlement du réseau Nemrod et l'exécution de son chef rappellent tous les dangers auxquels étaient exposés les agents de la France libre et la difficulté de leur mission alors qu'ils étaient traqués par les différents services allemands de répression.

## Morandat, premier envoyé politique en France du Comité de Londres

Dans la continuité de celles opérées dès 1940, plus d'une dizaine de nouvelles missions sont organisées en 1941 par les services de Passy pour tenter de fortifier les liens avec les premiers réseaux et mouvements de la Résistance intérieure. Le 7 novembre 1941, l'ancien syndicaliste « Yvon » Morandat, l'un des tous premiers volontaires à avoir rejoint de Gaulle en juin 1940<sup>(4)</sup>, est parachuté près de Toulouse avec une mission particulière.

Morandat n'est pas un simple militaire chargé de développer des réseaux. Il est le premier envoyé politique en France du Comité national français (CNF) institué à Londres en septembre 1941 pour se substituer au « Conseil de défense de l'Empire » et incarner un embryon de gouvernement. De Gaulle l'a chargé de prendre contact avec les mouvements de Résistance de la zone Sud mais aussi les partis politiques et formations syndicales susceptibles de s'opposer au régime de Vichy. Cette mission s'inscrit

dans un contexte particulier. Depuis plusieurs mois, les relations entre de Gaulle et Churchill se sont tendues, du fait notamment des événements au Levant au cours de l'été 1941, lorsque les Britanniques, en s'attaquant à la Syrie et au Liban, ont menacé la présence française dans ces deux « mandats ». Pour tenter de renforcer sa légitimité, de Gaulle veut se doter d'une structure politique plus forte que le Conseil de défense de l'Empire. Une ordonnance du 24 septembre 1941, véritable constitution de la France libre, institue un « Comité national français » (CNF), présidé par de Gaulle et composé de commissaires nommés par lui. Parallèlement, de Gaulle a également besoin du soutien des organisations résistantes qui se développent en France, afin de s'imposer comme le seul chef de la Résistance française et de consolider sa position auprès des Alliés. Morandat doit donc estimer les forces des différentes organisations, mais aussi les pousser à s'unir pour rallier ouvertement de Gaulle.

Par le biais de ses contacts dans les milieux syndicaux, Morandat, qui a été permanent de la CFTC avant la guerre, entre en relation avec des syndicalistes de la CGT militants dans la clandestinité (Robert Lacoste, Léon Jouhaux) mais aussi avec les dirigeants de *Témoignage Chrétien* et un chef de mouvement, Emmanuel d'Astier de la Vigerie, co-fondateur de Libération-Sud. Jusqu'à son retour à Londres en novembre 1942, Morandat participe au comité directeur de Libération-Sud et au développement du journal clandestin *Libération*. S'il a pu jouer un rôle dans le processus de rapprochement de certaines organisations en zone Sud, ce premier représentant politique de De Gaulle en France métropolitaine n'a pourtant pas été décisif dans l'unification de la Résistance intérieure derrière le chef de la France libre. Cette tâche n'a pas été réalisée par un envoyé de Londres mais par Jean Moulin, qui réside sur le sol français depuis la défaite de 1940.



Service historique de la Défense, CHA-Vincennes, MV 276 GC3 6

▲ **Honoré d'Estienne d'Orves**, portrait extrait de l'album de photographies constitué comme un trophée par le major Friedrich Dernbach, chef de l'*Abwehrstelle* d'Angers responsable de l'instruction qui aboutit au démantèlement en janvier 1941 du réseau de renseignement Nemrod dirigé par Honoré d'Estienne d'Orves.

**Yvon Morandat** ▶



© Musée de l'Ordre de la Libération.

## La mission Jean Moulin

Si la France libre tente dès 1940-1941 d'établir des liaisons par l'intermédiaire de ses agents avec les organisations résistantes qui se développent en France, certains résistants « de l'intérieur » cherchent également par différents moyens à joindre Londres pour obtenir une aide ou trouver un débouché à leur action en faisant parvenir aux services gaullistes les renseignements qu'ils ont pu collecter.

Ancien préfet révoqué par Vichy en novembre 1940, devenu simple propriétaire à Saint-Andiol (Bouches-du-Rhône), Jean Moulin réagit pour sa part en haut-fonctionnaire et prend une initiative singulière. Elle consiste à répertorier l'ensemble des organisations résistantes développées dans les deux zones. Son objectif est ensuite de plaider la cause de la Résistance auprès du général de Gaulle en lui présentant un tableau très précis de la situation. En zone occupée, où les déplacements et rencontres sont plus difficiles du fait de la répression allemande, Jean Moulin rencontre des difficultés pour établir les contacts nécessaires à la mission qu'il s'est donnée. En zone Sud en revanche, son travail de prospection est fructueux puisqu'il rencontre au cours du printemps et de l'été 1941 les chefs de plusieurs mouvements en train de se créer, notamment Henri Frenay (Libération nationale, qui deviendra Combat en 1942) et François de Menthon (Liberté).

Jean Moulin quitte la France sous la fausse identité de Joseph-Jean Mercier le 9 septembre 1941. Après être passé par ses propres moyens par l'Espagne et le Portugal, il arrive en Angleterre le 20 octobre, porteur de son rapport sur la Résistance pionnière. Il rencontre de Gaulle à Carlton Garden le 24 octobre. Le général lui expose sa position. Chef de la France libre, seule personnalité capable de maintenir la France dans le camp allié pour participer à la victoire, il exige la soumission à son autorité de tous les Français résistants, qu'ils se trouvent en métropole ou ailleurs. Jean Moulin accepte cette conviction d'homme d'État tout en insistant sur la nécessité d'aider la Résistance en métropole à se développer pour qu'elle puisse participer, les « armes à la main », à la libération du territoire. De Gaulle décide de faire de l'ancien préfet son représentant personnel et le nomme « délégué du Comité national en zone Sud ».

## Un rapprochement dans la douleur

Parachuté dans la nuit du 2 janvier 1942 près de Saint-Andiol, Jean Moulin (*alias* Rex) a pour objectif de réaliser l'unification de la « Résistance intérieure » derrière l'autorité du général de Gaulle. Il s'installe pour cela à Lyon et entreprend de négocier avec les chefs des trois principaux mouvements de la zone Sud, Emmanuel d'Astier de la Vigerie (Libération-Sud), Henri Frenay (Combat) et Jean-Pierre Levy (Franc-Tireur). Les discussions sont difficiles. Ceux qui ont créé la Résistance en zone Sud grâce à leur engagement personnel, en prenant tous les risques dans la clandestinité et sans aucun soutien de la France libre, acceptent mal de devoir se soumettre à de Gaulle. Grâce aux efforts de Jean Moulin, un processus

de coordination des différentes organisations de Résistance ne s'en met pas moins irrémédiablement en place.

La mission Rex permet à la Résistance intérieure et à la France libre d'être désormais en liaison permanente. Au début 1942 sont ainsi créés deux services communs aux réseaux et aux mouvements de la zone Sud: le Service des opérations aériennes et maritimes (SOAM), bientôt transformé en SAP (Section des atterrissages et parachutages) et un service radio. Ces deux organismes, directement reliés au BCRA de Passy, permettent de coordonner les deux Résistances, celle de l'extérieur et celle de l'intérieur, tout en renforçant également le contrôle de Londres. En avril 1942 est institué un BIP (Bureau d'information et de presse), sorte d'agence de presse de la Résistance qui permet de diffuser en France les informations de Londres mais aussi d'alimenter la



**Portrait de Christian Pineau dessiné à Buchenwald par Boris Taslitzki.**

Extrait de l'ouvrage de Boris Taslitzki *Cent onze dessins faits à Buchenwald* publié par l'association française Buchenwald Dora en 1978.

Boris Taslitzki avec l'aimable autorisation de l'association française Buchenwald Dora.

presse de la France libre en informations émanant des mouvements clandestins de métropole. Enfin, en juillet 1942 est créé à l'initiative de Jean Moulin un Comité d'experts (qui deviendra en février 1943 le Comité général d'études) composé de personnalités issues des mouvements, chargé de réaliser des études pour l'après-guerre et d'en proposer à Londres des synthèses.

Ces relations nouvelles entre deux résistances au départ éloignées l'une de l'autre se traduisent par une évolution institutionnelle importante de la France libre qui devient le 13 juillet 1942 la « France combattante », rassemblant « l'ensemble des ressortissants français où qu'ils soient qui s'unissent pour collaborer avec les Nations Unies dans la guerre contre les ennemis communs ». En se substituant à « France libre », l'expression « France combattante » permet de

mieux marquer le caractère représentatif et unitaire de toutes les forces françaises luttant contre l'occupant, à la fois à l'intérieur et à l'extérieur du territoire national. Le gouvernement de la Grande-Bretagne reconnaît immédiatement la France combattante et le CNF comme son organe directeur.

## Le « voyage à Londres », étape incontournable des chefs de la Résistance à partir de 1942

Au cours de l'année 1942, alors que Jean Moulin œuvre en métropole pour unifier les différentes organisations résistantes et les amener à reconnaître l'autorité du général de Gaulle, le voyage à Londres s'impose pour la plupart des responsables de la Résistance « de l'intérieur ». Il s'agit pour ces derniers de rencontrer le chef de la France libre afin de tester ses intentions et d'obtenir des garanties pour qu'il restaure les institutions républicaines à la Libération. De Gaulle de son côté profite de ces rencontres pour obtenir des ralliements qui confortent son rôle de chef de la Résistance et renforcent sa position auprès des Alliés.

La première personnalité importante à se rendre à Londres est Christian Pineau, auteur en novembre 1940 d'un « Manifeste du syndicalisme français » dénonçant la dissolution des organisations syndicales décrétée par Vichy et qui fut l'un des fondateurs du mouvement Libération-Nord. Sa rencontre avec de Gaulle en février 1942 permet au chef de la France libre d'obtenir le soutien des milieux syndicalistes. Pineau repart d'Angleterre avec une importante déclaration de De Gaulle, publiée dès juin 1942 dans la presse clandestine de métropole. Dans cette « déclaration aux mouvements », le chef de la France libre répond aux aspirations des résistants « de l'intérieur » en admettant la nécessité de modifier après la guerre l'ordre économique et social du pays. Fin avril 1942, c'est le socialiste Pierre Brossolette qui rejoint Londres. Ce pionnier de la Résistance en zone Nord (il a rejoint l'organisation du musée de l'Homme au début de 1941) s'engage dans la France libre et devient l'un des adjoints de Passy à la tête du BCRA. Brossolette, qui effectue par la suite plusieurs missions clandestines en France, joue un rôle important pour que certaines personnalités politiques de sensibilités différentes s'envolent pour Londres afin de rejoindre de Gaulle. Ce sera le cas notamment des socialistes André Philip et Louis Vallon mais aussi du nationaliste Charles Vallin, qui rejoignent l'Angleterre au cours de l'été 1942.

En septembre 1942, deux des principaux chefs de mouvements de zone Sud, Frenay et d'Astier de la Vigerie, entreprennent à leur tour d'aller à Londres afin de sceller la création d'un comité de coordination entre leurs organisations, préfiguration de la naissance des Mouvements unis de la Résistance (MUR) quelques mois plus tard. Enfin, au début 1943, deux leaders politiques de premier plan rencontrent de Gaulle. Le radical Henri Queuille, l'une des principales personnalités politiques françaises de l'entre-deux-guerres, et le communiste Fernand Grenier. Le ralliement du PCF au Comité national

## Un manifeste du Général de Gaulle

Le dernier numéro de Libération a publié un manifeste du général de Gaulle dans lequel il trace les « bases de guerre » de la France libre. Le manifeste est intitulé : « Nous voulons que tout ce qui appartient à la Nation française revienne à sa possession. Le terme de la guerre est pour nous la fin de la restauration de la République, de la République française, de la République française, de la République française... »

### La déclaration du général de Gaulle aux mouvements publiée dans le journal clandestin *Le Populaire* n° 3, 15 juillet 1942, p. 3.

constitue un atout considérable en raison de son importance au sein de la Résistance intérieure mais aussi des incertitudes qui régnaient depuis 1940 sur ses véritables objectifs politiques et le rôle qu'il pouvait jouer à la Libération. Ces soutiens permettent à de Gaulle de sortir vainqueur au cours du printemps 1943 de son opposition avec le général Giraud, que les Alliés semblaient vouloir favoriser depuis le débarquement en Afrique du Nord.

### L'unification politique et militaire

Entre le 27 avril et le 16 janvier 1943, la mission « Arquebuse-Brumaire » menée en France par le colonel Passy et Pierre Brossolette (voir p.VI) permet de développer en zone Nord un important travail de rapprochement et d'unification des différentes organisations résistantes, comme avait pu le faire Jean Moulin en zone Sud l'année précédente. Passy et Brossolette favorisent la mise en place d'un Comité de coordination rassemblant les cinq plus importants mouvements de la zone (Ceux de la Libération, Ceux de la Résistance, Front national, Libération-Nord et l'Organisation civile et militaire).

Une crise importante éclate au printemps 1943 entre les principaux chefs de mouvements de la zone Sud et Londres, qui aurait pu remettre en cause tout l'édifice en train de se mettre en place depuis 1942 afin d'unifier les deux Résistances.

Les conséquences du STO et le développement des premiers maquis dans les principaux massifs du Centre et du Sud de la France en février- mars 1943 n'ont pas été immédiatement perçus par Jean Moulin, qui se trouve à Londres à cette date. L'ancien préfet refuse de satisfaire les demandes financières des mouvements afin de pouvoir équiper et encadrer les maquisards. Certains chefs de mouvements parlent de « trahison ». Devant l'attitude de Moulin, Henri Frenay tente de trouver d'autres sources de financement, en s'adressant aux Américains par le biais de la filière suisse. En aboutissant, une telle démarche risquait de détacher la Résistance intérieure de De Gaulle pour la placer sous influence américaine. Elle provoque une réaction très ferme des gaullistes et amène Jean Moulin à accepter à partir de mai 1943 l'augmentation du budget alloué par la France combattante aux MUR.

La première réunion à Paris, le 27 mai 1943, du Conseil National de la Résistance (CNR), associant sous la présidence de Jean Moulin des représentants de l'ensemble des mouvements mais aussi des syndicats et partis politiques engagés dans la Résistance, constitue la dernière étape du processus d'unification politique à l'œuvre depuis plusieurs mois. Elle symbolise également le ralliement définitif de toutes les composantes de la Résistance intérieure au général de Gaulle, le CNR apportant son soutien à l'auteur de l'appel du 18 juin contre le général Giraud, qui était pour sa part soutenu par les Américains. Fragilisées par l'arrestation de Jean Moulin en juin 1943, les relations entre le CNR et le CNF, qui devient le Comité français de Libération nationale<sup>(5)</sup> (CFLN) n'en restent pas moins compliquées jusqu'à

la fin de la guerre, illustrant l'opposition de deux structures administratives rivales se considérant chacune comme légitime pour exercer le pouvoir à la Libération. Ces tensions n'iront toutefois jamais jusqu'à la rupture. Acquisée depuis 1943, l'autorité du général de Gaulle à la tête de toutes les forces résistantes n'est plus jamais remise en cause jusqu'à la fin de la guerre. À l'unification politique réalisée en 1943 succède également en 1944 une unification militaire, qui constituait un enjeu crucial alors que se rapprochait la possibilité d'un débarquement allié en France. Une ordonnance du 1<sup>er</sup> février 1944 réunit ainsi les différentes forces armées de la Résistance intérieure (les Francs-tireurs et partisans, l'Armée secrète et l'Organisation de la Résistance armée) au sein des Forces françaises de l'intérieur (FFI), placées à partir d'avril 1944 sous le commandement du général Koenig, installé à Londres.

Même si des tensions se développent au printemps 1944 à propos de leur contrôle entre le comité d'action militaire du CNR (Comac) et l'État-major FFI (EMFFI) dirigé depuis Londres par Koenig, les FFI symbolisent lors des combats de la Libération l'unité de la Résistance, toute entière placée sous l'autorité du général de Gaulle. La dissolution des FFI en septembre 1944 et leur intégration dans l'armée du général de Lattre, dans laquelle déjà été intégrées les anciennes Forces Françaises libres, permettent aux représentants des deux résistances qui s'étaient développées depuis 1940, ceux de l'intérieur et de l'extérieur, de combattre côte à côte lors des dernières batailles de l'automne 1944 et de l'hiver 1945. ■



**La création du Comité français de Libération nationale (CFLN) le 3 juin 1943** est le résultat de l'union du Comité national Français, présidé par le général de Gaulle à Londres, et celui du pouvoir civil et militaire exercé à Alger, par le général Giraud. Cette photographie du CFLN a été prise après son remaniement du 9 novembre 1943 au cours duquel l'autorité du général de Gaulle s'est imposée face au général Giraud après plusieurs mois de crise.

(1) Henri Frenay, *La nuit finira. Mémoires de Résistance*, Paris, éditions Michalon, 2006, p. 215.  
 (2) La question des relations entre la Résistance intérieure et la France libre est abordée du point de vue de Londres dans l'ouvrage de Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *La France libre, de l'appel du 18 juin à la Libération*, Paris, Gallimard, 1996 ou du point de vue de la résistance métropolitaine dans les ouvrages portant sur la Résistance intérieure comme celui d'Olivier Wieviorka, *Histoire de la Résistance 1940-1945*, Paris, Perrin, 2013. *Le Dictionnaire historique de la Résistance* dirigé par François Marcot ou le *Dictionnaire de la France libre* dirigé par François Broche, Georges Caitucoli et Jean-

François Muracciole, tous les deux publiés dans la collection « Bouquins » des éditions Robert Laffont, constituent deux instruments de travail incontournables pour saisir les enjeux des relations entre la Résistance et la France libre. Pour approfondir la question, on lira avec profit la thèse publiée de Sébastien Albertelli sur le BCRA (*Les services secrets du général de Gaulle. Le BCRA, 1940-1944*, Paris, Perrin, 2009) ou la biographie de certains acteurs de premier plan qui ont pu faire la passerelle entre les deux Résistances et favoriser leur unification (Jean-Pierre Azéma, *Jean Moulin, le politique, le rebelle, le résistant*, Paris, Perrin, 2003; Guillaume Piketty, *Pierre Brossolette, un héros de la Résistance*, Paris, Odile Jacob, 1998).

(3) Ayant travaillé comme courtier avant la guerre, Duclos a également participé aux activités de la Cagoule et possède des contacts dans certains milieux militaires d'extrême droite.  
 (4) Morandat porte le matricule n° 32 des FFL.  
 (5) Créé à Alger le 3 juin 1943 pour incarner le nouveau pouvoir en Afrique du Nord, le CFLN est en réalité la fusion du CNF de Londres dirigé par de Gaulle et du Commandement en chef civil et militaire d'Alger dirigé par le général Giraud. Le CFLN est coprésidé dans un premier temps par de Gaulle et Giraud jusqu'à ce que ce dernier en soit évincé en octobre 1943.

# Une mission pour unifier la Résistance en zone Nord : « Arquebuse-Brumaire » (27 janvier-15 avril 1943) *Par Fabrice Grenard*

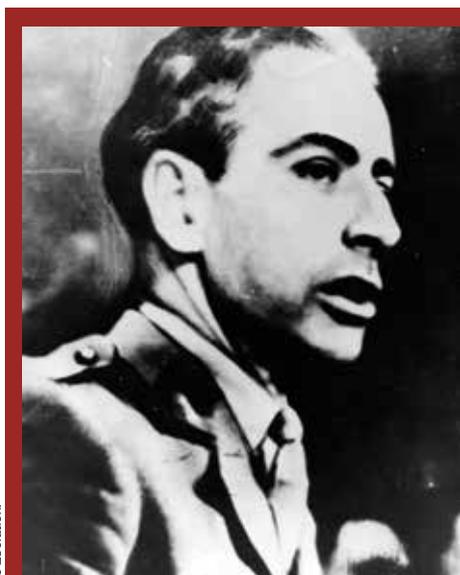
Si le rôle de Jean Moulin comme représentant de De Gaulle pour unifier la Résistance est connu, deux envoyés de Londres, le chef du BCRA André Dewavrin et Pierre Brossolette, qui dirige la section opératoire des services secrets gaullistes chargée de faire le lien entre Londres et la métropole, ont également été des acteurs importants de cette unification lors d'une mission opérée en zone Nord au début de l'année 1943.

Le début 1943 constitue un moment particulier pour les relations entre la France libre, devenue France combattante, et la Résistance intérieure. Depuis que les Alliés ont débarqué en Afrique du Nord, la perspective d'un débarquement sur les côtes françaises qui pourrait avoir lieu au cours de l'été 1943, incite la France combattante à accélérer l'unification de la Résistance. Or, si un rapprochement des différents mouvements de la zone Sud a commencé à s'effectuer en 1942 grâce à Jean Moulin, la situation reste plus complexe en zone Nord, à la fois parce que la répression y est plus forte mais aussi parce que les organisations résistantes y sont plus divisées. La nécessité de briser les prétentions du général Giraud, soutenu par les Américains, oblige également de Gaulle à faire en sorte que tous les responsables de mouvements et de réseaux le reconnaissent comme le seul chef de la Résistance, afin de conforter sa légitimité aux yeux des Alliés.

## Une mission qui transforme la Résistance en zone Nord

C'est dans ce contexte que s'inscrit l'envoi par le BCRA de deux émissaires de poids en métropole, André Dewavrin-Passy (*Arquebuse*) et Pierre Brossolette (*Brumaire*) avec pour mission de procéder à un inventaire des organisations résistantes en zone Nord, de renforcer leur efficacité en coordonnant leurs actions et de favoriser de meilleures liaisons avec Londres. L'association de l'ancien journaliste et homme politique Brossolette et du colonel Passy montre que cette mission « Arquebuse-Brumaire » possède une double dimension, à la fois politique et militaire. Déposé par Lysander près d'Issoudun (Indre) dans la nuit du 26 au 27 janvier 1943, Brossolette se consacre à la coordination de l'action civile en zone Nord, à la fois pour accélérer le processus d'unification mais aussi pour préparer la mise en place dans la clandestinité d'une administration provisoire appelée à exercer le pouvoir à la Libération. Passy, qui arrive en métropole un mois plus tard, dans la nuit du 26 au 27 février, se concentre davantage sur les enjeux paramilitaires. Le temps de leur mission, les deux hommes sont intronisés comme représentants du général de Gaulle et du Comité national Français (CNF).

En deux mois et demi, la mission « Arquebuse-Brumaire » transforme la Résistance en zone Nord. Pour favoriser un plus grand cloisonnement et faire en sorte que les activités de renseignement soient plus efficaces, celles-ci sont séparées des actions politiques et militaires, entraînant la création au sein de chaque grand mouvement de réseaux autonomes



▲ Pierre Brossolette (*Brumaire*)

▶ André Dewavrin alias Passy (*Arquebuse*) ▶



se livrant (exclusivement à la collecte d'informations: Centurie pour l'Organisation civile et militaire, Manipule pour Ceux de la Résistance, Turma pour Ceux de la Libération. Passy met en place deux centrales de transmissions, « Coligny » et « Prométhée », afin d'assurer une meilleure liaison avec Londres. Surtout, Brossolette et Passy réunissent les chefs des cinq grands mouvements de la zone Nord (Ceux de la Libération, Ceux de la Résistance, Libération-Nord, Organisation civile et militaire, Front National) afin de créer un Comité de coordination de zone Nord (CCZN) qui se range derrière la France combattante et de Gaulle.

## L'opposition Brossolette – Moulin au sujet du CNR

Favorisant l'unification de la Résistance en zone Nord, Brossolette et Passy ont fait preuve d'une certaine indépendance à l'égard des « Nouvelles Instructions » (NI) signées par de Gaulle le 21 février 1943, selon lesquelles il devait être créé « un Conseil de la Résistance unique pour l'ensemble du territoire métropolitain ». Alors que Brossolette et Passy se trouvent en France, Jean Moulin est reparti à Londres, où il réussit à convaincre de Gaulle de la nécessité de créer un Conseil de la Résistance tout en obtenant d'être intronisé seul représentant permanent du

Comité national français. *Brumaire* trouve pour sa part prématurée une direction unique de tous les mouvements des deux zones. Surtout, aux contacts des chefs de la Résistance en zone Nord, qui se montrent hostiles à une participation des forces politiques dans un comité de la Résistance, Brossolette s'est rallié à cette conception, s'opposant farouchement au projet de Moulin d'introduire une représentation des partis politiques.

Ces oppositions expliquent que la rencontre à Paris entre Moulin et Brossolette le 1<sup>er</sup> avril 1943 fut particulièrement violente, Rex reprochant à *Brumaire* d'être passé outre aux « Nouvelles Instructions » en ayant constitué un comité d'action se limitant à la zone Nord et dans lequel les forces politiques n'étaient pas représentées. Dans un premier temps, Moulin accepte de jouer profil bas pour éviter que n'éclate une crise au sein de la France combattante. Le 3 avril, Rex est présenté par Brossolette au CCZN, dont il entérine la constitution. Mais le retour à Londres de Brossolette et Passy le 15 avril fait de Moulin le seul maître du jeu en métropole, lui permettant d'imposer ses conceptions et d'instituer quelques semaines plus tard, le 27 mai 1943, le Conseil national de la Résistance, dans lequel siègent les représentants de six partis politiques et deux centrales syndicales. ■

NOCTURNE 1944

# Les liaisons aériennes : un trait d'union entre la Résistance intérieure et la France libre

Par Frantz Malassis

**Les liaisons aériennes entre la France et Londres sont capitales pour la coordination et le développement de la Résistance intérieure. Dépendant directement de la logistique britannique, elles assurent le transport des résistants, du matériel et du courrier.**

En février 1941, en zone Sud puis en zone occupée, ont lieu les premiers parachutages d'agents des réseaux de renseignements britanniques et de la France libre<sup>(1)</sup>. Dès cette époque, certaines missions sont aussi orientées vers la lutte armée comme la mission Savannah en mars 1941 qui prévoit l'attaque de pilotes de chasse allemands lors de leurs déplacements routiers dans la région de Vannes (Morbihan). D'autres ont enfin une dimension politique : en novembre 1941 Yvon Morand, premier envoyé de la France libre, est chargé d'établir des contacts avec les mouvements de Résistance en zone Sud, amorçant ainsi l'unification de la Résistance. Poursuivant cette mission Jean Moulin est parachuté dans sa Provence natale dans la nuit du 2 janvier 1942, en *blind* c'est-à-dire sans aucune équipe de réception à l'atterrissage.

## Les atterrissages clandestins

À partir de 1942, les voyages des agents de la France libre et des représentants des mouvements de Résistance se rendant de France à Londres sont également assurés par avion lors d'atterrissages clandestins. Jusqu'à la fin de l'année 1942, le Lysander<sup>(2)</sup>, avion monomoteur de l'armée britannique est le seul appareil employé pour les atterrissages clandestins en France. Après avoir été débarrassé de son armement, il peut alors embarquer le courrier des organisations de résistance<sup>(3)</sup> et deux voire trois passagers à l'arrière, soit au total une charge d'une tonne. Par ailleurs, l'ajout d'un réservoir supplémentaire porte son autonomie de vol à 2000 kilomètres. Cependant, partant d'Angleterre, toute mission au sud d'une ligne Périgueux-Valence lui était impossible. L'utilisation de l'Hudson, avion bimoteur américain, devient un heureux complément du Lysander. Son autonomie de vol de 3400 kilomètres lui permet d'accomplir des missions sur tout le territoire. Autre avantage, le Hudson peut transporter une charge et un nombre de passagers plus importants. En plus de l'équipage, jusqu'à 10 personnes peuvent être infiltrées ou exfiltrées de France en une opération. Il est armé de mitrailleuses ce qui présente un réel atout pour échapper à la chasse allemande. Au total, Hugh Verity, aviateur britannique de la Royal Air Force qui commandait l'escadrille de Lysanders du *Squadron 161*<sup>(4)</sup> estime que sur les 324 missions opérationnelles (279 par Lysander et 44 par Hudson) 217 ont été réussies, amenant vers la France 443 passagers et permettant à 635 autres de rejoindre l'Angleterre<sup>(5)</sup>.

Par ailleurs, plus de 10000 tonnes de matériel ont été parachutées au cours du conflit. Mais 60% du total des armes parachutées l'ont été au cours des trois mois suivant le débarquement en Normandie<sup>(6)</sup>. Ces envois, tardifs et principalement destinés aux réseaux dirigés par les Britanniques, sont à l'origine de frustrations chez de nombreux résistants à l'égard des Alliés et de la France libre. Malgré tout, à partir de 1942, l'intensification des liaisons aériennes, véritable soutien logistique de la Résistance intérieure, favorise le développement de liens avec la France libre. Elles nécessitent aussi la mise en place d'une organisation afin de pouvoir recevoir et répartir cette aide matérielle.

## L'organisation des parachutages et des atterrissages

La recherche des terrains d'atterrissage et de parachutage est une tâche délicate pour la Résistance. Pour faire atterrir un Lysander, une piste de 600 mètres sur 300 de large suffit, le minimum pour un Hudson est de 800 mètres sur 400 m de large. Le sol de la piste doit être parfaitement plat et assez ferme pour supporter le poids d'un avion qui peut être de 8 tonnes en charge pour le Hudson. Ces terrains doivent, en outre, réunir toutes les conditions de sécurité nécessaires pour faciliter la réception des hommes et du matériel. Il ne faut pas qu'il y ait de postes allemands à moins de quatre kilomètres ni d'habitation à proximité. Une équipe relevant du Bureau des Opérations Aériennes (BOA) pour le balisage et la protection des terrains de parachutage et d'atterrissage doit également être mobilisée. Pour les opérations d'atterrissages clandestins, l'hébergement des passagers doit être prévu pour plusieurs jours et avec des conditions de sécurité optimales.

Selon leurs caractéristiques, ces terrains remplissent des fonctions différentes : certains ne reçoivent que le matériel (les terrains «Arma»), d'autres sont réservés aux parachutages d'agents (les terrains «Homo»). Il existe également des terrains sur lesquels la surveillance est permanente car ils doivent pouvoir servir de terrain de secours en cas d'impossibilités à larguer le matériel (terrain «Arma-dépôt») mais aussi les agents (terrain «Homo-dépôt»). C'est le cas par exemple du terrain «Chénier» sur la commune de Saint-Saury (Cantal)<sup>(7)</sup>.

Dessin anonyme. Collection particulière.



**L'atterrissage clandestin de Lysanders en France occupée** a donné lieu à quelques dessins humoristiques.

On comprend donc que l'homologation par le BOA de tels terrains ne va pas de soi. Après d'ultimes vérifications de la Royal Air Force, les terrains reçoivent un nom de code et se voient attribuer deux phrases de messages personnels passant à la BBC. La première, en forme d'avertissement, indique au responsable du terrain qu'une opération aérienne va être tentée. La deuxième est un message d'exécution répété plusieurs fois le jour même pour indiquer que l'opération aura lieu dans la nuit. Les opérations aériennes se font très souvent par les nuits de pleine lune pour permettre aux équipages de disposer d'une bonne visibilité nécessaire au repérage des terrains homologués, étant donné l'absence très fréquente de possibilité de radioguidage. Le terrain est balisé par des feux allumés par les équipes de réception. Il s'agit ensuite pour elles de cacher les traces de l'opération, de disperser le plus rapidement possible le matériel et les hommes en lieu sûr mais aussi d'organiser les contacts avec la résistance locale pour les agents de la France libre. ■

(1) Rappelons que d'autres agents de la France libre ont déjà mené des missions en France par liaisons maritimes comme Honoré d'Estienne d'Orves.

(2) Cf. Frantz Malassis, « Le Lysander et le Hudson, héros nocturnes des atterrissages clandestins » in *La Lettre de la Fondation de la Résistance* n° 84 (mars 2016) p. 2 téléchargeable.

(3) Ces liaisons permettent l'acheminement d'un volume de courrier bien supérieur à celui des liaisons radio clandestines.

(4) Deux unités de la RAF sont chargées de ces opérations clandestines les *Squadrons 138* et *161*.

(5) Hugh Verity, *Nous atterrissions de nuit. Les atterrissages secrets de la RAF en France 1940-1944*, Viverols, éd. Vario, 1999.

(6) Chiffres tirés de Michael R.D. Foot, *Des Anglais dans la Résistance. Le service secret britannique d'action (SOE) en France, 1940-1944*, Paris, Tallandier, 2008.

(7) Cf. *La Lettre de la Fondation de la Résistance* n° 48 (mars 2007) p. 8-9 téléchargeable.

# Un acteur au cœur des relations entre Londres et la Résistance métropolitaine : Daniel Cordier

Par Fabrice Grenard

Le livre de Daniel Cordier *Alias Caracalla* est un témoignage exceptionnel pour comprendre les relations tumultueuses qui existent entre la Résistance intérieure et la France combattante. Depuis son entreprise d'écrire la biographie de Jean Moulin à partir des archives, Daniel Cordier s'est fait historien pour s'opposer aux calomnies qui ont pu être développées contre son ancien patron. Si *Alias Caracalla* relève davantage du témoignage, cet ouvrage n'en constitue pas moins une nouvelle pierre dans l'œuvre de Cordier destinée à expliquer le rôle de Jean Moulin et les difficultés de sa mission pour unifier la Résistance française.

Âgé de 19 ans, militant de l'Action française, Daniel Cordier refuse l'armistice et décide de continuer la lutte en embarquant depuis Bayonne pour l'Afrique du Nord. Dérouté vers l'Angleterre, il atteint Falsmouth le 21 juin 1940 et s'engage dans les Français libres. Après une année de formation militaire dans différents camps, il est affecté à l'été 1941 au sein des services secrets de la France libre, le BCRA que dirige le colonel Passy. Sous le code de Bip W, il est parachuté en France, près de Montluçon (Allier), le 26 juillet 1942, comme radio et secrétaire de Georges Bidault, le chef du Bureau d'information et de presse (BIP). Sa rencontre avec Jean Moulin à Lyon, le 1<sup>er</sup> août 1942 change toutefois le destin de Cordier. Rex l'engage comme secrétaire et lui demande d'organiser son état-major clandestin.

## Une plongée dans le quotidien de Jean Moulin...

De l'été 1942 jusqu'à l'arrestation de Moulin à Caluire le 21 juin 1943, Cordier a été le plus proche collaborateur du représentant de De Gaulle en France, décodant sa correspondance<sup>(1)</sup>, assurant ses liaisons, organisant ses réunions clandestines. Celui qui se fait appeler dans la clandestinité *Alain*, en référence au philosophe, a donc été un témoin privilégié des efforts de Jean Moulin pour unifier la Résistance intérieure derrière de Gaulle, qui aboutissent à la fondation du Conseil national de la Résistance (CNR) le 27 mai 1943. Ses souvenirs, publiés sous le titre *Alias Caracalla*<sup>(2)</sup> constituent un témoignage de premier plan pour comprendre à la fois les enjeux de la mission de Moulin mais aussi les nombreuses difficultés auxquelles l'ancien préfet a dû faire face. Car si sa création fut une réussite, le CNR est né dans la douleur du fait des nombreuses tensions qui opposèrent l'envoyé de Londres aux principaux responsables de la Résistance intérieure. Cordier revient notamment sur la méfiance des chefs des grands mouvements de zone Sud, Henry Frenay (Combat), Jean-Pierre Levy (Franc-Tireur), et Emmanuel d'Astier de la Vigerie (Libération-Sud) à l'égard de Rex car ils craignent de voir leurs organisations déposséder de tout pouvoir et de toute identité au profit de la France combattante. Il fut également le témoin de la violente opposition entre Brossolette et Moulin au sujet d'une participation des forces politiques aux côtés des mouvements au sein du CNR.

## ... qui montre les difficultés de l'unification de la Résistance derrière de Gaulle

L'un des moments où les tensions ont été les plus vives et auraient pu remettre en cause tout le processus d'unification de la Résistance intérieure derrière de Gaulle se situe entre la mi-février et la fin mars 1943. Le secrétaire de Rex se trouve à ce moment précis en première ligne car son patron est reparti à Londres pour rendre compte de sa mission et obtenir de nouvelles directives de De Gaulle. C'est donc Cordier qui, à Lyon, rencontre personnellement les



© Musée de l'Ordre de Libération.



© Musée de l'Ordre de Libération.

▲ Jean Moulin.

◀ Daniel Cordier à Delville Camp (Grande-Bretagne) en juillet 1940.

chefs de mouvements et assure les liaisons pour informer Jean Moulin de la situation en métropole. Or, en quelques semaines, l'adoption de la loi sur le Service du Travail Obligatoire (16 février 1943) entraîne des conséquences qui n'avaient pas du tout été prévues : dans les Alpes, le Jura, le Massif Central, des milliers de jeunes réfractaires gagnent des chalets d'alpages, des fermes ou bergeries pour s'y cacher et développer des camps improvisés. S'ils sont pris de court, les chefs de mouvements saisissent tout l'intérêt du phénomène, qui peut

permettre de transformer ces camps de réfractaires en unités combattantes, à condition qu'ils puissent être équipés et encadrés. Informé par les télégrammes que lui envoie Cordier des demandes pressantes des dirigeants des MUR, Moulin refuse que la France combattante augmente son aide financière pour permettre de développer ce que l'on commence à appeler les « maquis ». Rex ne semble pas percevoir l'urgence de la situation créée par l'essor des camps et montre également quelques réticences à utiliser comme forces combattantes des jeunes sans expérience militaire et aux motivations incertaines. L'attitude de Moulin est alors qualifiée de « criminelle » par les chefs de mouvements, qui se sentent abandonnés : « les vrais ennemis de la Résistance, ce ne sont pas les Boches, c'est vous » déclare de façon particulièrement cinglante l'un des responsables de Libération-Sud, Pascal Copeau, à Cordier le 19 mars 1943<sup>(3)</sup>. Devant le refus de Moulin de répondre à leurs demandes, certains chefs de mouvements, comme Frenay, songent à s'adresser aux Américains, en passant par la filière suisse. Une telle démarche, en permettant à la Résistance intérieure de s'affranchir de la tutelle de De Gaulle, risquait de détruire tous les efforts développés par Moulin depuis 1942 pour rapprocher les « deux Résistances ». Elle amena finalement Rex à changer de position et à accepter à partir de la fin mars que Londres augmente de façon conséquente son aide aux MUR pour que ceux-ci puissent encadrer les maquis. ■

(1) La correspondance de Jean Moulin était codée pour éviter de donner des informations précises dans son contenu si elle venait à tomber dans les mains allemandes. Ce travail de décodage, très long et fastidieux, nécessite une concentration soutenue.

(2) *Caracalla* n'a pas été le pseudonyme de Cordier dans la résistance mais fait référence au rôle que lui a attribué Roger Vailland dans son roman sur la résistance publié en 1945, *Drôle de jeu*.

(3) Daniel Cordier, *Alias Caracalla*, Gallimard, 2013, p. 862.